

9 MAI 2021

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DU LANCEMENT DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE.

Monsieur le président du Parlement européen,
Madame la présidente de la Commission européenne,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Madame la vice-présidente de la Commission européenne,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs ici présents aujourd'hui et par le truchement de ces visioconférences,

Je suis en effet très heureux de vous retrouver et que nous nous retrouvions ici aujourd'hui en cette journée de l'Europe. Très heureux aussi que nous la célébrions par un engagement politique commun, par la musique qui est sans doute notre langage universel et je remercie les artistes qui se sont également rendus disponibles.

Être ensemble ici à Strasbourg aujourd'hui, en ce 9 mai dit beaucoup de ce que nous sommes et ce que nous avons au fond travaillé à être depuis 71 ans, et nous avons revu à travers ces archives les moments fondateurs.

Strasbourg, en effet, c'est la ville de la réconciliation, c'est le symbole vivant de cette Europe qui a refusé la guerre pour construire la paix, qui a remplacé l'occupation par la coopération, qui a ôté l'inquiétude du regard vers la frontière pour lui insuffler la confiance et l'amitié. C'est cela l'histoire de Strasbourg, du Parlement ici même. Oui, Strasbourg, capitale de l'Europe, est un symbole et nous ne construisons pas d'imaginaire européen, de sentiment d'appartenance commune, sans symboles. Strasbourg est le foyer de ce que l'Europe a pensé et voulu pour elle-même, dans son rayonnement démocratique et ses valeurs. Et ici, on ne commémore pas simplement le passé. On s'en inspire chaque jour pour bâtir l'avenir. C'est ici que bat le cœur de la démocratie européenne, du Conseil de l'Europe au Parlement européen, c'est-à-dire les valeurs qui nous réunissent et qui ne sont pas une faiblesse même si certains veulent les attaquer, qui sont notre force et notre identité. Je veux vous remercier, monsieur le Président, cher David, pour votre présence aujourd'hui et la décision ferme de reprendre les travaux du Parlement européen à Strasbourg au plus vite. Nous en avons longuement parlé avant. Alors, cet élan fondateur, cette chronique des temps que nous venons de parcourir rapidement ensemble, doivent nous conduire, au fond, à ne pas nous habituer à la situation présente et aux faiblesses qui apparaissent, mais au contraire à rester d'ardents optimistes et d'ardents ambitieux. Je pense que c'est notre devoir. Notre Union a besoin d'une nouvelle respiration démocratique et c'est tout le sens de la Conférence sur l'avenir de l'Europe que nous lançons aujourd'hui, ensemble. Nous la lançons, vous l'avez rappelé, dans un contexte inédit : celui de cette pandémie qui nous frappe depuis plus d'un an, partout dans le monde, mais tout particulièrement en Europe. Lorsque ces grandes crises arrivent - et notre passé est jalonné par de tels rendez-vous - il y a toujours des doutes profonds,

existentiels, civilisationnels qui s'installent. Nous les voyons d'ailleurs aujourd'hui sous nos yeux, qui viennent en quelque sorte remettre en cause ce que nous sommes, voudraient faire passer par pertes et profits tout ce que nous avons bâti. C'est ça le risque aujourd'hui, celui de l'impatience, de la lassitude, d'une forme de dépression qui se serait installée, de confusion des esprits où d'un seul coup, tout se dissout.

J'entends déjà ce procès de l'Europe fait chaque matin, cette espèce de défaitisme ambiant qui consiste à dire : « L'Europe, regardez, n'est pas au rendez-vous. Nous n'y sommes pas ».

Je leur réponds qu'au contraire, dans cette crise, c'est un modèle européen qui s'est affirmé, mais également des pistes de progression, des défis qui nous ont été justement opposés. Ce modèle, notre identité profonde, c'est ce qui nous a fait tenir durant cette crise et je veux, en commençant, au fond, en ouvrant cette conférence, alors que nous allons parler des décennies à venir le rappeler. Si nous avons résisté ensemble à cette pandémie, c'est parce que depuis 71 ans, nous avons ensemble construit ce qui n'était absolument pas une évidence. Nous avons d'abord résisté par notre modèle de protection sociale, par une Europe de la solidarité, et elle est le fruit d'un modèle à la fois productif et social, d'une Europe de la compétitivité, de la production, de la force économique, mais qui a toujours pensé ces solidarités dès le début : solidarité régionale, territoriale, solidarité dans nos sociétés par des politiques ambitieuses.

Regardez bien cette pandémie : nulle part ailleurs dans le monde, nous n'avons autant privilégié les vies et nous devons nous en féliciter. Mais tant de continents ont sacrifié des vies pour simplement préserver l'économie parce qu'ils n'avaient pas de choix possible, pas d'autre choix à faire. Nous avons fait ce choix en Europe de la solidarité et de l'humanisme. Mais surtout en le faisant, nous avons accompagné tous nos acteurs, nous avons renforcé nos systèmes de santé et nous l'avons financé. Nous avons ensemble accompagné nos commerçants, nos artisans, nos travailleurs indépendants, nos industriels et tous les secteurs qui étaient les plus touchés. Nous devons être fiers de cela. Est-ce que ces choix étaient évidents ? Je vous le disais, les pays pauvres, touchés très fortement ou même des continents aux revenus intermédiaires ont été obligés de sacrifier beaucoup de vies simplement pour préserver l'activité économique et sociale, sans quoi les crises auraient fait encore sans doute plus de victimes. D'autres pays ont sacrifié beaucoup de leur activité économique parce qu'ils n'ont pas le même modèle de solidarité. Je pense à nos amis, nos alliés d'Amérique. Nous avons ce modèle-là, c'est une force. Elle fait que nous avons ensemble résisté. Nous avons aussi ensemble eu une réponse rapide, instruits par la crise d'il y a 10 ans : réponse monétaire immédiate, une réponse budgétaire rapide avec le plan de relance européen de juillet dernier et nous avons ensemble bâti une campagne de vaccination et je veux remercier Madame la présidente et le travail de la Commission en la matière. Nous n'avions pas cette compétence communautaire au début de la crise. Nous nous sommes organisés, nous l'avons fait. Nous avons produit, nous sommes en train de vacciner à marche forcée et nous y arriverons. Alors oui, la coopération européenne a sauvé et sauve des vies et c'est une force. Oui, ce modèle de solidarité est celui qui nous a fait dès le début de la crise, porter cette foi de la solidarité en proposant l'initiative ACT-A à nos partenaires africains, en ayant une solidarité vaccinale avec nos voisins des Balkans et en continuant à bâtir cette solidarité et nous sommes heureux et je me félicite que là aussi, nos alliés des États-Unis d'Amérique nous rejoignent sur cette voie pour nous accompagner dans cet effort, celui de l'ouverture, de l'exportation des doses, du don de doses, du transfert de technologie pour produire davantage de vaccins et surtout pour en envoyer à toutes celles et ceux qui ont besoin. Cette coopération, cet esprit de solidarité, est plus grand que nous. C'est celui

aussi qui doit nous conduire, avec notre voisinage, et en particulier l'Afrique, à bâtir la décennie qui vient.

Notre deuxième grande force qui s'est encore révélée durant cette crise - mais je crois qu'on ne le rappelle jamais assez - c'est la démocratie. Elle appartient à notre identité et elle est malgré tout, insidieusement, de plus en plus contestée, contestée au nom d'une prétendue efficacité. J'entends comme vous, les voix de toutes celles et ceux qui nous expliquent qu'au fond des régimes autoritaires seraient plus efficace face aux crises, que ça irait plus vite. Ce serait sans doute, au fond, ce que nos concitoyens attendent. C'est sûr : si nous oublions les véritables conséquences des régimes autoritaires, les privations de liberté, les séquestrations d'opposants politiques, l'enfermement des journalistes ou des universitaires, on peut penser que c'est agréable quand ça n'est que théorique. Ils ont oublié la morsure du temps et de l'Histoire, ceux-là qui défendent cette voie. Mais nous devons nous féliciter d'avoir continué à débattre, à mener dans toutes nos démocraties, partout en Europe, le débat démocratique, la critique, la contestation, les querelles, le contrôle parlementaire et judiciaire, c'est ce qui nous définit et c'est ce qui aussi nous rend plus efficaces, car c'est ce qui permet la critique démocratique et sereine.

Ce modèle productif, solidaire, démocratique, c'est notre identité européenne. Ce modèle, c'est l'attachement à la préservation de l'environnement et du climat et nous avons poursuivi cette ambition durant la crise avec le Green Deal. C'est la juste régulation des plateformes numériques et la protection de la vie privée. C'est le respect du droit et des libertés. Strasbourg en est là aussi, ô combien le symbole. Ces combats, nous les avons poursuivis durant la pandémie. C'est un modèle basé sur un système économique et social qui a montré sa solidité là aussi durant la crise, et nous l'avons encore renforcé hier et avant-hier à Porto, pour l'adapter aux transitions vertes et numériques, et là aussi, apporter de nouvelles protections à nos travailleurs et permettre une croissance, une création d'emplois, qui soient synonymes de lutte contre l'exclusion et la pauvreté, de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, du respect des droits fondamentaux de tous les travailleurs dans l'ensemble des chaînes de valeur. C'est ça notre modèle et je veux ici le rappeler avant qu'on réfléchisse aux 10 ans qui viennent, parce que on ne doit jamais le laisser être fragilisé. C'est un trésor de conquête à travers les temps, parce qu'il n'avait rien de spontané.

Alors oui, cette crise, elle a aussi révélé des faiblesses et je pense que cette Conférence sur l'avenir de l'Europe doit nous aider à y répondre et je pense que les attentes que nous sommes légitimement en droit de nourrir, elles doivent s'inspirer des leçons de la crise. D'abord, nous avons compris que la solidarité allait de pair avec la souveraineté. On ne peut pas avoir un modèle solidaire, on ne peut pas être juste, on ne peut pas être au secours des plus fragiles de nos sociétés si on ne produit pas et si on ne décide pas de défendre la souveraineté de notre espace. Nous nous sommes divisés au début de cette crise un temps pour acheter des masques, parfois pour fermer nos frontières, même pour la relance. On s'est divisé à chaque fois que nous étions dépendants. A chaque fois que nous étions confrontés à un risque dont la réponse n'était pas dans nos mains. Nous avons réalisé que la souveraineté, c'est aussi la capacité à produire aujourd'hui et demain. Donc je ne crois pas que nous aurons une Europe qui puisse être à la hauteur de son histoire et de ses valeurs si elle ne prend pas plus conscience que dans les années 80, 90 et 2000, du fait que nous ne sommes pas simplement un grand marché de consommateurs ouvert à tous les vents. Nous le sommes aussi, mais nous devons redevenir des producteurs. Nous devons redevenir une communauté de grands chercheurs, de grands créateurs, de grands artistes, de grands industriels. Parce que

produire, créer sur notre sol, c'est garantir notre souveraineté, la protection de notre modèle, de nos valeurs. Cette souveraineté culturelle, académique, industrielle, de recherche, est absolument essentielle. La bâtir, c'est parfois aller reconquérir des choses que nous avons laissées partir, c'est identifier nos dépendances stratégiques et y répondre par des alliances industrielles européennes, comme nous avons commencé à le faire, là aussi, sur les batteries et l'hydrogène, les semi-conducteurs, le cloud. C'est réussir ce que nous avons en quelques mois su relever, devenir les premiers producteurs de vaccins au monde, mais nous devons aller bien au-delà parce qu'à chaque fois qu'il y a de la dépendance extérieure, il y a de la division européenne.

Nous avons aussi appris durant cette crise, deuxième leçon, que notre Europe était incomplète. Quand l'Europe a la capacité d'agir, elle agit, dès lors que la volonté politique l'anime. Dès mars 2020, je le disais, une Banque centrale européenne à la hauteur, ensuite, une suspension pragmatique de nos règles budgétaires et de concurrence qui a permis de quoi qu'il en coûte, notre volonté de relance. Mais dans nombre de domaines, l'Union européenne n'a pas les mêmes compétences ou les mêmes moyens. Il y a un an, elle était si démunie en matière de santé. Je pense qu'elle l'est encore trop aujourd'hui. Cette faiblesse, elle a expliqué nos difficultés à nous coordonner. Il nous faut là aussi en tirer toutes les leçons. Face à des grands chocs comme les pandémies, nous devons renforcer nos capacités communes, car c'est au niveau européen que la réponse est pertinente.

Enfin, nous avons constaté parfois que l'Europe n'allait pas assez vite et peut-être n'avait pas assez d'ambition. Il y a trois ans, dans ce même hémicycle, je vous disais ma conviction que face à l'autoritarisme, la seule réponse qui vaille était l'autorité de la démocratie. Cette autorité, elle ne se gagne que par l'efficacité et la vitesse. Notre démocratie européenne est une démocratie de compromis, d'équilibre, ce qui est une vertu que nous devons protéger comme un trésor, parce qu'elle évite toute hégémonie. Mais c'est aussi une faiblesse quand elle s'étouffe dans ses propres procédures. Il n'y a aucune fatalité en la matière. Simplement, nous devons là aussi retrouver de l'efficacité et de l'ambition. Pouvoir face à des crises, des adversités, décider plus vite et surtout décider plus fort. Je regarde les chiffres de nombre de nos programmes encore de recherche, d'investissement sur des sujets industriels d'avenir. Quand je les compare aux Chinois ou aux Américains, nous ne sommes pas encore au rendez-vous de cette ambition, et nous prenons parfois trop de longs mois à arriver au bout de décisions d'investissements qui sont 5 ou 10 fois moins importantes que ne le sont nos amis américains. En d'autres termes : je me félicite que les États-Unis d'Amérique s'inspirent de l'Europe pour devenir plus solidaires dans leur société ou à l'étranger. Je souhaite ardemment que nous, Européens, nous inspirions des Américains pour retrouver le goût de l'avenir et de la vitesse. Investir massivement et aller vite dans ces investissements. Donc nous devons en la matière, réussir à aller plus vite et savoir sur les sujets essentiels, retrouver de la force et de la vitesse.

Cette crise, enfin, a touché au plus intime de nos vies. Elle a rétréci nos horizons, bridé nos aspirations, imposé des frontières à nos déplacements, à nos rêves. Je vois beaucoup de visages de jeunes Européennes et de jeunes Européens défiler devant mes yeux. Je vois nos artistes qui ont beaucoup souffert de cette crise parce qu'ils ont été privés de leurs salles, privés du contact avec le public. Il n'y a pas de fatalité et je pense que le moment auquel nous lançons cette Conférence est essentiel parce que c'est celui où nous devons retrouver, réemprunter le chemin de l'avenir.

C'est de cela qu'il s'agit, avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe : de retrouver une respiration démocratique collective. Elle doit s'inspirer de ces quelques leçons qui ne sont pas exhaustives que j'ai voulu tirer, mais aussi d'une méthode, de la capacité à retrouver des perspectives de long terme et de forger cette vision commune.

Alors, nous aurons tout à l'heure, nos amis qui sont les plus impliqués et je les en remercie, dans ces travaux. Mais il y aura donc un an de débats, un an de débats ouverts à tous, aux institutions, au Parlement, aux partenaires sociaux - je sais combien ardemment, ils souhaitent être parties prenantes de ces débats - aux groupes de réflexion, à tous les citoyens du niveau européen, à l'échelon local de la plateforme en ligne disponible dans chaque langue, au panel de citoyens. Ce sera un exercice inédit : prendre le pouls du continent et envisager notre avenir. En France, nous organiserons dès le début de l'automne des débats citoyens dans chaque région et j'ai demandé à tous les membres du Gouvernement de s'y impliquer.

Nous devons prendre un engagement collectif aujourd'hui. Dès mars 2022, quand la synthèse des contributions et des débats sera établie, nous, responsables politiques des différents États membres, du Parlement européen, de la Commission, devons en tenir compte pour réformer l'Europe. J'en prends l'engagement au nom de la présidence française du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022, que les travaux de la Conférence, largement justement, nourriront, et nous aurons pour cela besoin de l'engagement de tous.

Cette Conférence, nous la devons à notre jeunesse, c'est à elle qu'on a demandé les efforts les plus cruels, les plus difficiles durant cette crise, et c'est pour elle que nous bâtissons ce nouveau temps de l'Europe. Parce que si j'ai pu parler de toutes ces valeurs et de tous nos succès, c'est parce que nous avons le privilège d'avoir des aînés qui ont mené des luttes parfois dangereuses et terribles durant de longues années.

Alors, pour notre jeunesse, là aussi, nous devons avoir une Conférence qui lui donne toute sa place. En France, nous lançons aujourd'hui une large consultation en ligne qui permettra à au moins 50 000 jeunes de faire valoir leurs priorités, leurs critiques, leurs idées, leurs rêves pour l'Europe. Je souhaite ainsi que dès cet automne, nous prenions des initiatives nouvelles pour les jeunes, là aussi concrètes et entre nous. Soutenir les étudiants qui reprennent leur cursus, ou entrent sur le marché du travail. Aider tous ceux qui veulent se lancer dans une aventure entrepreneuriale. Permettre à chacun de vivre une expérience dans un autre pays européen grâce à la Commission européenne, à la Banque européenne d'investissement, par des moyens nationaux supplémentaires de relance. Voilà pour la méthode et pour le fond, ce sera à vous de l'écrire. Je souhaite que cette Conférence, en tout cas, sonne l'heure du retour des grands projets, des grandes ambitions, des grands rêves.

Quelle Europe voulons-nous dans 10 ans ? Dans 15 ans ? Quelles frontières pour celle-ci ? Quelles nouvelles institutions ? Quels grands projets culturels lancer en commun ? Comment faire de notre Europe le leader de la réduction des émissions et, je l'espère, d'une neutralité carbone obtenue encore plus vite ? Comment bâtir cette Europe de l'éducation, de la recherche encore plus forte ? Des nouvelles frontières dans l'espace comme dans nos océans ? Comment réussir, au fond, à écrire nos nouvelles légendes ?

Un poète français qui a été un peu oublié ces dernières années, Patrice DE LA TOUR DU PIN avait cette phrase : « Tous les pays qui n'ont plus de légendes seront condamnés à

mourir de froid. » Il en est de même pour notre Europe. Si nous n'avons plus de légendes, nous mourrons de froid. Nous avons une légende. Nous venons de la parcourir rapidement. Il nous faut en écrire de nouvelles. C'est à nous, c'est à vous de le faire, alors merci et je compte sur vous.